ASSEMBLÉE NATIONALE

30 septembre 2017

RESTAURATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE - (N° 150)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° CE42

présenté par

Mme Taurine, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiet, Mme Rubin et M. Ruffin

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 7, insérer l'article suivant:

Après l'article L. 442-2 du code de commerce, il est inséré un article L. 442-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 442-2-1.* – Le fait, pour tout opérateur, d'acheter un produit agricole en l'état à un prix inférieur à son prix de revient effectif est interdit et puni de 75 000 euros d'amende. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette disposition est aussi tirée de la proposition de loi visant à garantir le revenu des agriculteurs déposée par André Chassaigne le 13 avril 2016.

La vente à perte est interdite par l'article L442-2 du code de commerce, mais aucun équivalent existe pour les produits agricoles.

Nous proposons de permettre les mêmes sanctions, afin de protéger nos agriculteurs, et de lutter contre le dumping social.